

CP 126 : règlement d'ordre intérieur (conseil d'entreprise)
--

CHAPITRE 1er - Champ d'application et validité

Article 1er.

La présente décision fixant le règlement d'ordre intérieur-type pour les conseils d'entreprise s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Article 2.

La présente décision entre en vigueur le 1er janvier 1987.

CHAPITRE 2. Règlement d'ordre intérieur-type pour les conseils d'entreprise**Section 1. Siège et composition du conseil d'entreprise**

Article 1er.

Le siège du conseil d'entreprise est établi à
.....

Article 2.

Le conseil d'entreprise se compose paritairement :

- 1° du chef d'entreprise qui est, de droit, membre du conseil, ou son représentant;
- 2° des délégués du chef d'entreprise et leurs remplaçants;
- 3° des délégués du personnel de l'entreprise et leurs remplaçants.

Les membres suppléants siègent en remplacement d'un membre effectif qui est décédé ou qui a donné sa démission ou d'un membre qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité requises par la loi. Un membre effectif qui est empêché d'assister à la réunion sera remplacé par un membre suppléant.

Section 2 - Mission du conseil d'entreprise

Article 3.

1° Dans les limites de la législation en vigueur concernant les conseil d'entreprise, le conseil d'entreprise a les droits et compétences suivants :

- Loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Moniteur belge des 27 - 28 septembre 1948).
- Convention collective de travail n° 9 conclue le 9 mars 1972 au sein du Conseil national du Travail coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, conclus au sein du Conseil national du Travail (rendue obligatoire par l'Arrêté Royal du 12 septembre 1982 - Moniteur belge du 25 novembre 1972).

- Arrêté Royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise (Moniteur belge du 28 novembre 1973).
- Arrêté Royal du 12 août 1981 modifiant l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 (Moniteur belge du 11 septembre 1981).
- Arrêté Royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises (Moniteur belge du 20 mars 1982).
- Avis sur l'information concernant l'emploi et les questions de personnel, tel qu'il est prévu par la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 conclue au sein du Conseil national du Travail coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, conclus au sein du Conseil national du travail (Arrêté Royal du 12 septembre 1972 - Moniteur belge du 25 novembre 1972).
- Avis concernant les informations économiques et financières prévues par l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 (Moniteur belge du 28 novembre 1973) et du 12 août 1981 (Moniteur belge du 11 septembre 1981) portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise.
- Avis relatif au licenciement collectif, prévu par la convention collective de travail n° 10 du 8 mai 1973 conclue au sein du Conseil national du Travail (Arrêté Royal du 6 août 1973 - Moniteur belge du 17 août 1973), modifiée par la convention collective de travail n° 10bis du 2 octobre 1975 (Arrêté Royal du 1er décembre 1975 - Moniteur belge du 31 janvier 1976) et par la convention collective de travail n° 24 du 2 octobre 1975 concernant la procédure d'informtisation et de consultation des représentants de travailleurs en matière de licenciements collectifs (Arrêté Royal du 21 janvier 1976 - Moniteur belge du 17 février 1976).
- Avis relatif à la prépension conventionnelle après licenciement par l'employeur, prévue par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement (Arrêté Royal du 16 janvier 1975 - Moniteur belge du 31 janvier 1975).
- Avis et informations en ce qui concerne la convention collective de travail n° 27 du 27 novembre 1975 relative à la déclaration par l'employeur de certains retards de paiement (Arrêté Royal du 17 février 1976 - Moniteur belge du 23 mars 1976).

2° Le conseil d'entreprise a un pouvoir d'information et d'avis sur les plans économique et financier.

Les informations à fournir par le chef d'entreprise ou son représentant direct doivent comporter :

- une information de base;
- une information annuelle;
- une information périodique régulière (au moins tous les trois mois);
- des informations occasionnelles, tel qu'il est prévu par l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises

(Moniteur belge du 28 novembre 1973) et par la loi relative à la réforme du revisorat d'entreprises du 21 février 1985 (Moniteur belge du 28 février 1985);

- des informations sur les économies et l'utilisation qui en est faite.

Ces informations seront communiquées par écrit à tous les membres effectifs et suppléants au moins deux semaines avant la réunion spéciale au cours de laquelle elles seront exposées et discutées.

3° La compétence du conseil d'entreprise en matière d'emploi, telle qu'elle est fixée par la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, conclus au sein du Conseil national du Travail (Arrêté Royal du 12 septembre 1972 - Moniteur belge du 25 novembre 1972).

4° Le chef d'entreprise consultera le conseil d'entreprise au sujet de mesures concernant la formation et la réadaptation professionnelles.

5° Le chef d'entreprise informera le conseil d'entreprise au sujet des règles qui déterminent la politique en matière de personnel appliquée dans l'entreprise.

6° En ce qui concerne les modifications de structure, le conseil d'entreprise sera informé conformément à la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 conclue au sein du Conseil national du Travail coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise, conclus au sein du Conseil national du Travail (Arrêté Royal du 12 septembre 1972 - Moniteur belge du 25 novembre 1972).

7° Les critères généraux à suivre en cas de licenciement ou de réembauchage résultant de circonstances d'ordre économique ou technique sont déterminés par le conseil d'entreprise.

8° La gestion des oeuvres sociales instituées par l'entreprise pour le bien-être du personnel.

9° Elaborer ou modifier le règlement de travail dans le cadre de la législation et prendre toutes les mesures nécessaires à l'information du personnel à ce sujet; déterminer l'utilisation des amendes prévues par le règlement de travail.

10° Veiller à l'application stricte de la législation industrielle et sociale protectrice des travailleurs.

11° Veiller à l'application des dispositions concernant les handicapés, en application de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

12° Veiller à l'application de toute disposition générale intéressant l'entreprise, en ce qui concerne la fixation des critères relatifs aux différents degrés de qualification professionnelle.

13° Fixer les dates des vacances annuelles collectives et les jours de compensation collectifs et, s'il y a lieu, instaurer un système de roulement pour le personnel.

14° Prendre les décisions relatives au remplacement des jours fériés coïncidant avec un dimanche ou un jour normal d'inactivité.

15° En ce qui concerne le congé-éducation payé, établir la répartition des heures dans les limites de la loi de redressement contenant des dispositions sociales du 22 janvier 1985, articles 109 et suivants, et de l'Arrêté Royal du 23 juillet 1985 portant exécution de la section 6 du chapitre IV de cette loi.

16° L'information et la consultation préalables au sujet des mesures et des moyens envisagés par le chef d'entreprise pour organiser l'accueil des travailleurs nouveaux dans l'entreprise.

17° La surveillance des stages des jeunes (articles 48-67 de la loi-programme de 1978).

18° Contrôle de l'utilisation des aides publiques (Arrêté Royal du 25 septembre 1972 et arrêté ministériel du 26 avril 1973).

Section 2 - Réunion, convocation et ordre du jour

Art. 4.

Le conseil d'entreprise se réunit au siège de l'entreprise. Les locaux et le matériel nécessaires aux réunions sont mis à la disposition du conseil par le chef d'entreprise.

Art. 5.

Le conseil d'entreprise doit se réunir une fois par mois. Les dates des réunions sont fixées selon un calendrier déterminé ou à la fin de chaque réunion. Le conseil se réunit en outre chaque fois que le président le juge ou à la demande d'un tiers des délégués du personnel; dans ce cas, la réunion se tiendra dans les huit jours suivant la demande.

En dehors de ces réunions mensuelles, le conseil d'entreprise disposera du temps de réunion nécessaire prévu pour la discussion des informations économique et financière, conformément à l'article 31 de l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise (Moniteur belge du 28 novembre 1973).

Art. 6.

Les délégués du personnel peuvent, à l'occasion de toute réunion du conseil d'entreprise, se réunir séparément pendant le temps nécessaire. A cet effet, le chef d'entreprise met un local à leur disposition.

Art. 7.

Le conseil se réunit pendant les heures de travail, sauf s'il prend une autre décision à ce sujet.

Art. 8.

Les réunions du conseil d'entreprise et les prestations effectuées par les membres du conseil ou par d'autres membres du personnel conformément aux dispositions du présent règlement sont considérées comme temps de travail effectif et rémunérées comme telles par l'entreprise.

Art. 9.

La convocation pour la réunion, qui mentionnera les points de l'ordre du jour, est envoyée ou remise aux membres au plus tard huit jours avant la réunion.

Tous les documents relatifs à l'ordre du jour sont joints à la convocation, sauf si d'autres dispositions légales prévoient leur remise antérieurement.

Si un membre effectif est empêché d'assister à la réunion, il avertit le chef d'entreprise. Celui-ci fait à son tour le nécessaire pour convoquer le membre suppléant. Les membres suppléants siégeront dans l'ordre dans lequel ils ont été élus.

Art. 10.

L'ordre du jour est établi par le président et le secrétaire au plus tard 12 jours avant la réunion. Toutes les questions dont la mise à l'ordre du jour a fait l'objet d'une décision du président ou d'une demande d'un membre du conseil, introduites au moins douze jours avant la réunion, doivent figurer à l'ordre du jour.

Figurent également à l'ordre du jour, les questions pour lesquelles un avis ou un rapport a été demandé au moins douze jours avant la réunion. Cette demande doit être justifiée et doit s'accompagner des documents y afférents.

Art. 11.

Afin de pouvoir remplir convenablement leur tâche de délégués, un nombre suffisant de rapports et de documents seront mis à la disposition des délégués du personnel; ces documents seront également remis au(x) membre(s) suppléant(s).

Art. 12.

Si le conseil juge qu'il est impossible d'épuiser l'ordre du jour par suite d'un manque de temps, les points qui n'ont pas encore été traités doivent être discutés en priorité lors de la prochaine séance ou au cours d'une réunion spéciale qui se tiendra dans les deux semaines.

Section 4 - Présidence et secrétariat

Art. 13.

Le chef d'entreprise préside la réunion. En cas d'absence ou d'empêchement, il doit se faire remplacer par la personne qu'il a mandatée à cet effet. La personne mandatée sera désignée lors de la prochaine séance du conseil d'entreprise. Elle a le même pouvoir et la même autorité que le chef d'entreprise.

Le présent veille au bon fonctionnement du conseil, il maintient l'ordre, il fait respecter le règlement, il dirige et clôture les débats, il pose les questions au sujet desquelles une décision doit être prise et il annonce les décisions qui ont été prises.

Les points de l'ordre du jour doivent être discutés dans l'ordre où ils figurent sur la convocation. Seul le conseil peut supprimer un ou plusieurs points de l'ordre du jour ou en modifier l'ordre.

Art. 14.

Les matières qui concernent des membres du personnel à titre individuel sont considérées comme confidentielles par le conseil. Elles ne seront pas reprises dans le rapport succinct visé à l'article 30.

Lors de la communication au conseil d'entreprise des informations visées à l'article 3, 2°, le chef d'entreprise attire, le cas échéant, l'attention sur le caractère confidentiel de certaines informations dont la diffusion pourrait porter préjudice à l'entreprise.

En cas de désaccord à ce sujet, la question pourra être soumise au fonctionnaire compétent visé par l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise (Moniteur belge du 28 novembre 1973). Le chef d'entreprise peut rappeler aux membres du conseil le texte de l'article 30 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Moniteur belge des 27 - 28 septembre 1948). Cet article étend l'application de l'article 458 du code pénal aux membres du conseil d'entreprise qui ont communiqué ou divulgué abusivement des renseignements d'ordre individuel dont ils ont eu connaissance en raison de fonctions ou mandats qu'ils ont exercés. Il en va de même pour ceux qui ont communiqué ou divulgué abusivement des renseignements globaux de nature à porter préjudice aux intérêts de l'entreprise.

Art. 15.

Le président veille à ce que les débats se déroulent dans l'objectivité et le respect mutuel des opinions, conformes à l'esprit de collaboration qui doit régner au sein du conseil d'entreprise.

Il rappelle à l'ordre les membres du conseil qui se rendent coupables d'incriminations ou d'allusions personnelles offensantes.

Art. 16.

Le secrétaire est choisi parmi les membres de la délégation du personnel et il est désigné par celle-ci au cours de la première réunion du conseil.

Le secrétaire adjoint est désigné de la même façon. Il remplace le secrétaire lorsque celui-ci est empêché.

Art. 17.

Le secrétaire envoie les convocations, reçoit la correspondance adressée au conseil, rédige le procès-verbal de la réunion et conserve celui-ci, de même que les archives; il veille en outre à ce que le procès-verbal soit communiqué aux membres du conseil, conformément à l'article 23 du présent règlement.

Art. 18.

Le chef d'entreprise fournit au secrétaire toute l'aide matérielle dont celui-ci a besoin pour pouvoir remplir sa mission. Le secrétaire doit pouvoir disposer du temps nécessaire pour exécuter sa mission.

Les personnes désignées pour assister le secrétaire dans l'accomplissement de sa mission travaillent sous sa responsabilité.

Art. 19.

Le secrétaire reçoit, pour le temps consacré à sa mission, une rémunération égale à la rémunération qui lui est due pour les prestations qu'il aurait normalement effectuées pendant une durée correspondante.

Art. 20.

Le conseil peut charger le président et le secrétaire ou tout autre membre de le représenter auprès des autorités administratives et des institutions publiques ou privées.

Section 5 - Procès-verbal

Art. 21.

Le projet du procès-verbal, rédigé par le secrétaire, est soumis dans les trois jours au président.

Le procès-verbal est lu à l'ouverture de la séance qui suit celle à laquelle il se rapporte. Il est approuvé immédiatement, en même temps que les modifications éventuelles.

Art. 22.

Le procès-verbal doit comprendre :

- 1) les présences et les absences et la motivation éventuelle des absences;
- 2) les propositions faites au conseil;
- 3) un résumé fidèle des débats;
- 4) les avis et les décisions prises par le conseil.

Art. 23.

Une copie, paraphée par le président et le secrétaire, du procès-verbal éventuellement modifié conformément à l'article 21 est remise à chaque membre effectif et suppléant par l'intermédiaire du secrétaire.

Art. 24.

Les décisions du conseil d'entreprise sont prises à l'unanimité des voix par les membres présents.

Section 6 - Archives

Art. 25.

Toutes les archives sont conservées au local visé à l'article 4, dans un meuble spécialement réservé à cet effet et fermant à clef. Elles restent à la disposition des membres effectifs et des membres suppléants qui peuvent les consulter à tout moment.

Section 7 - Missions d'étude, d'avis et d'information

Art. 26.

Le conseil d'entreprise peut charger un ou plusieurs de ses membres d'examiner les points qui figurent à l'ordre du jour ou qui entrent dans le cadre de sa compétence et de lui en faire rapport, en veillant à ce qu'un esprit de collaboration règne au sein du conseil d'entreprise.

Art. 27.

Les membres du conseil d'entreprise peuvent, conformément à l'article 34 de l'Arrêté Royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières (Moniteur belge du 28 novembre 1973), inviter certaines personnes pour assister aux réunions comme conseillers.

Art. 28.

Les impératifs de l'organisation des services étant dûment pris en considération, le temps et les facilités nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches dans les meilleures conditions, doivent être accordés aux membres représentant les travailleurs aux conseils d'entreprise.

Art. 29.

Au cours de l'année, le secrétaire tiendra l'inventaire de tous les points figurant aux ordres du jours respectifs et il les classera sous un certain nombre de rubriques. Lors de la séance du conseil d'entreprise de janvier, cet inventaire sera remis à tous les membres effectifs et suppléants.

Section 8 - Information du personnel

Art. 30.

Indépendamment des autres moyens dont le président dispose pour informer le personnel de l'entreprise, il est tenu d'afficher à plusieurs endroits bien visibles et accessibles au personnel une copie de chaque convocation pour les réunions du conseil et d'un rapport succinct de chaque séance. Le conseil d'entreprise décide des points du procès-verbal à retirer en raison de leur caractère confidentiel, afin que ceux-ci ne soient pas affichés.

Le conseil peut décider, au besoin, de faire traduire ces documents en vue de leur affichage, afin que tous les membres du personnel puissent les comprendre.

Art. 31.

Le rapport complet de chaque réunion est conservé dans les archives, dans un meuble réservé à cet effet; il reste à la disposition des membres du personnel qui peuvent le consulter aux jours et aux heures fixés par le conseil.

Section 9 - Dispositions finales

Art. 32.

Le présent règlement peut être modifié sur proposition, régulièrement inscrite à l'ordre du jour, du président ou d'un membre du conseil d'entreprise.

Le conseil peut décider de mettre la modification du règlement à l'ordre du jour une fois par an à une date déterminée.

Aucune modification qui serait contraire aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ou qui aurait pour but de supprimer un ou plusieurs des dix points prévus à l'article 22, § 3, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par les lois du 15 juin 1953 (Moniteur belge du 18 juin 1953) et du 15 mars 1954 (Moniteur belge du 2 avril 1954), ne peut être apportée au règlement.

Art. 33.

Le conseil d'entreprise ne peut délibérer des modifications proposées que si les deux tiers au moins de ses membres, y compris le président, sont présents.

Art. 34.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est remis à tous les membres effectifs et suppléants du conseil d'entreprise.

Art. 35.

Le présent règlement d'ordre intérieur est adopté à l'unanimité par le conseil d'entreprise lors de la réunion du et il s'applique à partir du

PC 126: Huishoudelijk reglement (ondernemingsraad)

HOOFDSTUK 1 - Toepassingsgebied en geldigheid

Artikel 1

Deze beslissing tot vaststelling van het model huishoudelijk reglement van de ondernemingsraden is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren.

Artikel 2

Deze beslissing treedt in werking op 1 januari 1987.

HOOFDSTUK 2 - Model huishoudelijk reglement voor de ondernemingsraden**Afdeling 1 - Zetel en samenstelling van de ondernemingsraad**

Artikel 1

De zetel van de ondernemingsraad is gevestigd te : _____

Artikel 2

De ondernemingsraad is paritair samengesteld en bestaat uit :

- 1° het ondernemingshoofd dat rechtens lid is van de raad, of zijn plaatsvervanger ;
- 2° de afgevaardigden van het ondernemingshoofd en hun plaatsvervangers ;
- 3° de afgevaardigden van het personeel der onderneming en hun plaatsvervangers.

De plaatsvervangende leden nemen zitting in vervanging van een effectief lid dat overleden is, dat ontslagnemend is of van een lid dat niet langer de bij de wet vereiste verkiesbaarheidsvoorwaarden vervult. Een effectief lid dat verhinderd is, zal vervangen worden door een plaatsvervanger.

Afdeling 2 - Taak van de ondernemingsraad

Artikel 3

1° Binnen de perken van de vigerende wetgeving betreffende de ondernemingsraden heeft de ondernemingsraad volgende rechten en bevoegdheden :

- Wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven (Belgisch Staatsblad van 27-28 september 1948).
- Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 gesloten op 9 maart 1972 in de Nationale Arbeidsraad tot coördinatie van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden (algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 12 september 1972 - Belgisch Staatsblad van 25 november 1972).

- Koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële verplichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973).
- Koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 november 1973 (Belgisch Staatsblad van 11 september 1981).
- Koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het effect van het matigingsbeleid op de ondernemingen (Belgisch Staatsblad van 20 maart 1982).
- Advies over de tewerkstellings- en personeelsinformatie zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972 gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot coördinatie van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden (koninklijk besluit van 12 september 1972 - Belgisch Staatsblad van 25 november 1972).
- Advies over de economische en financiële informatie voorzien in het koninklijk besluit van 27 november 1973 (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973) en van 12 augustus 1981 (Belgisch Staatsblad van 11 september 1981) houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden.
- Advies inzake het collectief ontslag voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10 van 8 mei 1973 gesloten in de Nationale Arbeidsraad (koninklijk besluit van 6 augustus 1973 - Belgisch Staatsblad van 17 augustus 1973), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10bis van 2 oktober 1975 (koninklijk besluit van 1 december 1975 - Belgisch Staatsblad van 31 januari 1976) en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 24 van 2 oktober 1975 betreffende de procedure van inlichting en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tot het collectief ontslag (koninklijk besluit van 21 januari 1976 - Belgisch Staatsblad van 17 februari 1976).
- Advies inzake het conventioneel brugpensioen na ontslag door de werkgever voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen (koninklijk besluit van 16 januari 1975 - Belgisch Staatsblad van 31 januari 1975).
- Advies en informatie inzake de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 27 van 27 november 1975 betreffende de verplichting voor de werkgever vertragingen in de betalingen te melden (koninklijk besluit van 17 februari 1976 - Belgisch Staatsblad van 23 maart 1976).

2° De ondernemingsraad bezit op economisch en financieel gebied bevoegdheid van informatie en van advies.

De inlichtingen die moeten worden verstrekt door het ondernemingshoofd of zijn rechtstreekse afgevaardigde zullen moeten bevatten :

- een basisinformatie ;
- een jaarlijkse voorlichting ;

- een regelmatige periodieke voorlichting (minstens driemaandelijks) ;
- occasionele inlichtingen zoals dit voorzien is bij koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973) en de wet tot hervorming van het bedrijfs-revisorat van 21 februari 1985 (Belgisch Staatsblad van 28 februari 1985) ;
- informatie over de besparingen en de bestedingen ervan.

Deze inlichtingen zullen schriftelijk overhandigd worden aan alle effectieve en plaatsvervangende leden en dit ten minste twee weken vóór de speciale vergadering waarop deze informatie zullen uitgelegd worden en zullen besproken worden.

3° De bevoegdheid van de ondernemingsraad inzake tewerkstelling zoals vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972 tot coördinatie van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden (koninklijk besluit van 12 september 1972 - Belgisch Staatsblad van 25 november 1972).

4° Het ondernemingshoofd zal de ondernemingsraad raadplegen over maatregelen betreffende de beroepsopleiding en beroepsomscholing.

5° Het ondernemingshoofd zal de ondernemingsraad inlichten over de regels die in de onderneming aan de grondslag liggen van het personeelsbeleid.

6° Nopens de structuurwijzigingen wordt de ondernemingsraad ingelicht zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972 gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot coördinatie van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden (koninklijk besluit van 12 september 1972 - Belgisch Staatsblad van 25 november 1972).

7° De algemene criteria in geval van afdanking of wederaanwerving wegens economische of technische omstandigheden worden door de ondernemingsraad bepaald.

8° Het beheer van de maatschappelijke werken die door de onderneming worden ingesteld voor het welzijn van het personeel.

9° Binnen de wetgeving, het arbeidsreglement opstellen of wijzigen en alle nodige maatregelen nemen om het personeel dienaangaande in te lichten ; bepalen van de besteding der geldboeten zoals ze in het arbeidsreglement worden voorzien.

10° Zorgen voor de stipte toepassing van de industriële en sociale wetgeving ter bescherming van de werknemers.

11° Waken over de toepassing van de beschikkingen omtrent de minder-validen in toepassing van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale herklassering van minder-validen.

12° Zorgen voor de toepassing van elke algemene bepaling welke de onderneming aanbelangt ten opzichte van de vaststelling der criteria betreffende verschillende graden van beroepskwalificatie.

13° De data van de collectieve jaarlijkse vakantie en de collectieve compensatiedagen bepalen en, indien er aanleiding toe bestaat, een beurtwisseling van het personeel invoeren.

14° De beslissing nemen in verband met de vervanging van feestdagen die op een zondag vallen of op een dag waarop normaal niet wordt gewerkt.

15° Wat het betaald educatief verlof betreft, de verdeling maken van deze uren binnen de perken van de herstellwet houdende sociale bepalingen van 22 januari 1985, artikelen 109 en volgende en van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 van hoofdstuk 4 van deze wet.

16° Vooraf ingelicht en geraadpleegd worden betreffende de door het ondernemingshoofd voorgenomen maatregelen en middelen aan te wenden om het onthaal van nieuwe werknemers in de onderneming te organiseren.

17° Toezicht op de stages van jongeren (artikelen 48-67 van de programmawet van 1978).

18° Toezicht op de aanwending van de overheidshulp (koninklijk besluit van 25 september 1972 en ministerieel besluit van 26 april 1973).

Afdeling 3 - Vergadering, oproeping en dagorde

Artikel 4

De ondernemingsraad vergadert ten zetel van de onderneming. Het ondernemingshoofd stelt de voor de vergaderingen nodige lokalen en materialen ter beschikking van de raad.

Artikel 5

De ondernemingsraad is verplicht eenmaal per maand te vergaderen. De data van de vergadering worden vastgesteld volgens een vaste kalender of bij het einde van elke vergadering. De raad vergadert bovendien telkens als de voorzitter het nuttig acht of op aanvraag van een derde der personeelsafgevaardigden ; in dit geval heeft de vergadering plaats binnen de acht dagen na de aanvraag.

Naast deze maandelijks vergaderingen zal de ondernemingsraad ook de nodige vergadertijd krijgen die er voorzien is voor de besprekingen van de economische en financiële informatie en dit volgens artikel 31 van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973).

Artikel 6

De personeelsafgevaardigden kunnen voor elke vergadering van de ondernemingsraad, gedurende de nodige tijd, in afzonderlijke vergadering bijeenkomen. Het ondernemingshoofd stelt hen hiertoe een lokaal ter beschikking.

Artikel 7

De raad vergadert tijdens de werkuren, behalve wanneer hij daar anders toe beslist.

Artikel 8

De vergaderingen van de ondernemingsraad en de prestaties die door de raadsleden of door andere personeelsleden overeenkomstig de bepalingen van dit reglement worden verricht, worden als gewone arbeidstijd beschouwd en als zodanig door de onderneming bezoldigd.

Artikel 9

De uitnodiging tot de vergadering met vermelding van de agendapunten wordt uiterlijk acht dagen vóór de vergadering aan de leden toegestuurd of ter hand gesteld.

Alle documenten die betrekking hebben op de agenda worden bij de uitnodiging gevoegd, tenzij andere wettelijke bepalingen in een vroegere terhandstelling voorzien.

Ingeval het effectief lid verhinderd is aan de vergadering deel te nemen, verwittigt hij het ondernemingshoofd. Deze staat op zijn beurt in voor de oproeping van de plaatsvervanger. De plaatsvervangers zullen zetelen in de volgorde waarin zij verkozen werden.

Artikel 10

De agenda wordt uiterlijk 12 dagen vóór de vergadering door de voorzitter en de secretaris opgesteld. Op de agenda moeten alle kwesties voorkomen waarvan de voorzitter heeft beslist of waarvan een lid van de raad ten minste twaalf dagen vóór de vergadering heeft gevraagd dat zij er op zouden worden gebracht.

Ook komen op de agenda voor de kwesties waarvoor ten minste twaalf dagen vóór de vergadering advies of verslag is gevraagd. Zodanige vraag wordt verantwoord en gaat vergezeld van de desbetreffende documenten.

Artikel 11

Ten einde hun taak als afgevaardigde degelijk te kunnen vervullen, zal het nodige aantal verslagen en documenten ter hand worden gesteld van de personeelsafgevaardigden ; tevens zullen deze documenten worden overhandigd aan de plaatsvervanger(s).

Artikel 12

Wanneer de raad oordeelt dat wegens tijdsgebrek de dagorde niet kan worden afgehandeld, moeten de nog niet afgehandelde punten bij voorrang besproken worden op de volgende vergadering of op een speciale vergadering die zal plaatsvinden binnen de twee weken.

Afdeling 4 - Voorzitterschap en secretariaat

Artikel 13

Het ondernemingshoofd zit de vergadering voor. Bij afwezigheid of verhindering moet hij zich laten vervangen door de persoon die hij daartoe heeft gemachtigd. De gemachtigde wordt aangesteld in de eerste vergadering van de ondernemingsraad. Hij heeft dezelfde bevoegdheid en hetzelfde gezag als het ondernemingshoofd.

De voorzitter zorgt voor de goede werking van de raad, handhaaft de orde, doet het reglement naleven, leidt de besprekingen en sluit ze af, stelt de vragen waarover een beslissing moet worden genomen, kondigt de genomen beslissingen aan.

De punten van de agenda moeten worden besproken in de volgorde waarin zij op de oproeping voorkomen. Alleen de raad kan een of meer punten van de agenda schrappen of de volgorde ervan wijzigen.

Artikel 14

Onderwerpen die individuele personeelsleden betreffen worden door de raad als vertrouwelijk beschouwd. Ze zullen niet in het beknopt verslag, bedoeld bij artikel 30, worden opgenomen.

Ter gelegenheid van zijn mededeling aan de ondernemingsraad van de informatie bedoeld onder artikel 3, 2°, doet het ondernemingshoofd, in voorkomend geval, het vertrouwelijke karakter van zekere inlichtingen opmerken waarvan de verspreiding een nadeel aan de onderneming zou kunnen berokkenen.

In geval van onenigheid hieromtrent zal de kwestie kunnen voorgelegd worden aan de in het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraad (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973) beoogde bevoegde ambtenaar. Het ondernemingshoofd kan aan de raadsleden de tekst van artikel 30 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven (Belgisch Staatsblad van 27-28 september 1948) herinneren. Dit artikel maakt artikel 458 van het strafwetboek toepasselijk op de leden van de ondernemingsraad die inlichtingen van individuele aard, waarvan zij kennis hadden wegens de door hen uitgeoefende functies of mandaten, wederrechtelijk hebben medegedeeld of ruchtbaar gemaakt. Hetzelfde geldt voor de wederrechtelijke mededeling of het ruchtbaar maken van globale inlichtingen die van die aard zijn dat de mededeling ervan nadeel kan berokkenen aan de belangen van de onderneming.

Artikel 15

De voorzitter ziet er op toe dat de besprekingen verlopen met de objectiviteit en de eerbiediging van andermans mening, die onmisbaar zijn voor de geest van samenwerking die in de ondernemingsraad moet heersen.

De raadsleden die zich aan een aantijging of een kwetsende persoonlijke zinspeling schuldig maken, roept hij tot de orde.

Artikel 16

De secretaris wordt uit de leden van de personeelsafvaardiging gekozen en tijdens de eerste vergadering van de raad door haar aangesteld.

De adjunct-secretaris wordt op dezelfde wijze aangesteld. Hij vervangt de secretaris wanneer deze verhinderd is.

Artikel 17

De secretaris verzendt de oproepingen, ontvangt de aan de raad gerichte briefwisseling, stelt de notulen van de vergadering op en bewaart deze notulen alsook het archief; hij zorgt er bovendien voor dat de notulen aan de raadsleden medegedeeld worden overeenkomstig artikel 23 van dit reglement.

Artikel 18

Het ondernemingshoofd bezorgt de secretaris alle materiële medewerking die deze nodig heeft om zijn opdracht te vervullen. De secretaris moet over de nodige tijd kunnen beschikken om zijn opdracht uit te voeren.

De personen die zijn aangewezen om de secretaris in het vervullen van zijn opdracht bij te staan, doen dit onder zijn verantwoordelijkheid.

Artikel 19

De secretaris ontvangt voor de aan zijn opdracht bestede tijd een bezoldiging gelijk aan die welke hem wegens zijn gewone arbeidsprestaties voor een overeenstemmende duur verschuldigd is.

Artikel 20

De raad kan de voorzitter en de secretaris of enig ander lid gelasten hem bij de administratieve overheden en bij de openbare of privé-instellingen te vertegenwoordigen.

Afdeling 5 - Notulen

Artikel 21

Het onderwerp van de notulen, opgemaakt door de secretaris, wordt binnen de drie dagen aan de voorzitter voorgelegd.

De notulen worden voorgelezen bij de aanvang van de vergadering volgend op die waarop zij betrekking hebben. Zij worden onmiddellijk goedgekeurd, tegelijk met de eventuele wijzigingen.

Artikel 22

De notulen moeten bevatten :

- 1) de aan- en afwezigheden en de eventuele motivering voor deze laatste ;
- 2) de aan de raad gedane voorstellen ;
- 3) de uitgebrachte adviezen en de door de raad genomen beslissingen.

Artikel 23

Een door voorzitter en secretaris gewaarmerkt afschrift van de, eventueel overeenkomstig artikel 21, gewijzigde notulen wordt door toedoen van de secretaris aan ieder lid en plaatsvervanger bezorgd.

Artikel 24

De beslissingen van de ondernemingsraad worden bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Afdeling 6 - Archief

Artikel 25

Het gehele archief wordt in het onder artikel 4 bedoelde lokaal bewaard in een meubel dat speciaal daartoe is bestemd en op slot kan worden gedaan. Het blijft ter beschikking van de leden en plaatsvervangers die het steeds kunnen raadplegen.

Afdeling 7 - Studie-, advies- en voorlichtingsopdrachten

Artikel 26

De ondernemingsraad kan één of meer van zijn leden gelasten de punten die op de agenda staan of die binnen het raam van zijn bevoegdheid vallen, te onderzoeken en hem hierover verslag uit te brengen, waarbij zij zich laten leiden door de geest van verstandhouding die in de ondernemingsraad moeten heersen.

Artikel 27

De ondernemingsraadsleden kunnen, overeenkomstig art. 34 van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraad (Belgisch Staatsblad van 28 november 1973), personen als adviseurs op de vergaderingen uitnodigen.

Artikel 28

Met inachtneming van de organisatorische noodwendigheden van de attesten moeten aan de leden die de werknemers in de ondernemingsraden vertegenwoordigen de nodige tijd en faciliteiten worden verleend om hun taken in de beste voorwaarden te vervullen.

Artikel 29

In de loop van het jaar zal de secretaris de inventaris bijhouden van alle punten die op de onderscheiden agenda's voorkomen en in een aantal rubrieken onderbrengen. In de ondernemingsraad van januari zal deze inventaris van alle effectieve en plaatsvervangende leden worden afgegeven.

Afdeling 8 - Voorlichting van het personeel

Artikel 30

Afgezien van de andere middelen waarover de voorzitter beschikt om het personeel van de onderneming voor te lichten, moet hij op verscheidene goed zichtbare en voor het personeel toegankelijke plaatsen een afschrift van elke oproeping tot de vergaderingen van de raad en van elke vergadering een beknopt verslag doen aanplakken. De ondernemingsraad beslist welke punten wegens het vertrouwelijk karakter uit de notulen zullen worden geschrapt met het oog op de aanplakking.

Zo nodig kan de raad ook beslissen deze documenten met het oog op de aanplakking te vertalen, opdat alle leden van het personeel ze kunnen begrijpen.

Artikel 31

Het volledig verslag van elke vergadering wordt bewaard in het archief, in het daartoe bestemde meubel ; het ligt voor de personeelsleden ter inzage op de door de raad vastgestelde dagen en uren.

Afdeling 9 - Slotbepalingen

Artikel 32

Dit reglement kan worden gewijzigd op een regelmatig op de agenda ingeschreven voorstel van de voorzitter of van een lid van de ondernemingsraad.

De raad kan beslissen dat het wijzigen van het reglement eenmaal per jaar, op een vaste datum, op de agenda wordt geplaatst.

Aan het reglement kan geen wijziging worden gebracht die tegen de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen zou indruisen of die zou strekken tot het schrappen van één of meer van de tien punten bepaald in artikel 22, §3, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wetten van 15 juni 1953 (Belgisch Staatsblad van 18 juni 1953) en van 15 maart 1954 (Belgisch Staatsblad van 2 april 1954).

Artikel 33

De ondernemingsraad kan over de voorgestelde wijzigingen alleen beraadslagen en beslissen indien ten minste twee derde van zijn leden aanwezig zijn, de voorzitter inbegrepen.

Artikel 34

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt aan alle leden en plaatsvervangende leden van de ondernemingsraad bezorgd.

Artikel 35

Dit huishoudelijk reglement wordt door de ondernemingsraad met unanimiteit aangenomen tijdens de vergadering van _____ en is van toepassing vanaf _____